

## Entre stagnation et inéquité

SUSANA ALDANA

LUIS ORTIZ



Stagnation économique, déficit fiscal, investissement public insuffisant et dépenses sociales inéquitable et peu efficaces se conjuguent, dans un contexte de pauvreté, de chômage et de sous-emploi accrus, ainsi que d'inégalité de genre persistante.

### Un scénario de récession

Pour la troisième année consécutive, la croissance économique du Paraguay sera d'environ 0,5%, bien en deçà du taux d'accroissement de la population qui se situe entre 2,5 et 3% et en deçà du taux de croissance de 2% prévu au début de l'année 2001.

Ce manque de dynamisme de l'économie résulte d'une perte d'importance des cultures traditionnelles et d'une réduction drastique des échanges triangulaires. Seulement 2% des exportations du Paraguay sont classés comme produits à haute technologie ou à technologie intermédiaire. Au moins 85% des exportations proviennent du secteur primaire, avec peu ou pas de valeur ajoutée.

Selon la Banque centrale du Paraguay, le PIB était de 26 920 974 millions de PYG (monnaie actuelle) en 2000, soit l'équivalent de 7 727 millions de dollars US. Le PIB par habitant qui a progressivement diminué depuis 1998, était de 1 406 de dollars US, l'un des plus faibles de la région.<sup>1</sup>

En 1999, le Paraguay a consacré 8,2% de son PIB, soit 28,9% des dépenses publiques totales, aux services sociaux. Le montant alloué aux services sociaux de base était seulement de 2,4% du PIB. Durant la période 1995-1998, le PIB consacré aux services sociaux de base (éducation, santé et hygiène) représentait 2,12%. Sur l'ensemble de ces dépenses, 79,1% ont été consacrés à l'éducation de base (33 dollars US par habitant), 18,8% à la santé publique (8 dollars US par habitant) et les 2,1% restant à l'eau potable et à l'hygiène de base (1 dollars US par habitant).<sup>2</sup>

### Hausse de l'emploi et du sous-emploi

En 2000, sur une population active de 2 560 608 personnes, 35,2% travaillaient dans l'agriculture, l'élevage, la chasse et la pêche.<sup>3</sup> Cela dénote l'importance relative de la main-d'œuvre dans le secteur primaire.<sup>4</sup> Cinquante deux pour cent de la population active travaille dans le secteur des services, représentant 52% du PIB.

L'économie paraguayenne est largement tributaire de la main-d'œuvre indépendante, dans laquelle dominent les personnes travaillant pour leur propre compte (36%), suivis de la main-d'œuvre familiale non rémunérée (15%) et des employeurs ou patrons (6%).<sup>5</sup>

1 Banque centrale du Paraguay, Boletín de Cuentas Nacionales, Asunción, 2001.

2 Système des Nations Unies. Visión Conjunta de la Situación Paraguay 2001. Asunción, 2001. p. 19. Les équivalents en dollars US sont calculés aux taux de change de 1996.

3 Direction Générale de la Statistique, des Etudes et du Recensement (DGEEC). Encuesta Integrada de Hogares 2000/2001 (Etude intégrée des ménages 2000/2001). Fernando de la Mora, 2001.

4 Ibid.

5 Gladis, Benegas. «Derecho al empleo» (Le droit à l'emploi). In Informe Derechos Humanos en Paraguay 2001. Asunción, CODEHUPY, 2001. p. 366.

Le taux de chômage de la population active était de 7,3% en 2000, soit une augmentation par rapport à 1999 où il était de 6,8%. La répartition par sexe donne un taux de chômage de 6,6% pour les hommes et 8,4% pour les femmes. Le taux de participation à l'activité économique est beaucoup plus élevé pour les hommes (79,1%) que pour les femmes (49,0%). Cela indique une inégalité de genre dans la force de travail : moins de femmes participent à l'activité économique et il y a une plus grande proportion de chômeuses.

Selon la DGEEC (Direction générale de la statistique, des études et du recensement), le sous-emploi s'est accru de 17,6% en 1999 à 21,6% en 2000, reflétant la stagnation économique qui règne dans le pays depuis 1996. Le sous-emploi en milieu urbain s'est accru à cause de l'augmentation du nombre de chômeurs en fonction du revenu et des heures de travail, et en milieu rural à cause de l'augmentation du nombre de chômeurs en fonction du revenu, comme le montre le Tableau 1.

TABLEAU 1

	1999		2000	
	URBAIN	RURAL	URBAIN	RURAL
Sous-emploi visible (%)	5,3	7,1	8,2	9,9
Sous-emploi invisible (%)	12,2	10,5	15,1	9,6
Total sous-emploi (%)	17,6	17,6	23,3	19,5

Source: Direction générale de la statistique, des études et du recensement (DGEEC, 2001).

### Participation des femmes au marché du travail

Les données de l'Enquête intégrée sur les ménages pour 1997-98 font ressortir une participation plus grande des hommes au marché du travail: 74,4% contre 41,4% de femmes. Cette tendance se maintient dans les zones urbaines et rurales: 73,5% contre 48,6% dans les zones urbaines, et 75,6% contre 31,4% dans les zones rurales.

Au Paraguay, le taux d'emploi est deux fois plus élevé chez les travailleurs ayant fait des études supérieures que chez ceux qui n'ont pas d'instruction. Ce constat est plus grand chez les femmes quand l'on passe de l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur: l'emploi chez les femmes instruites augmente de 53,5% à 80,4% dans les zones urbaines, et de 37,6% à 85,3% dans les zones rurales.

Le classement de la population active par catégories professionnelles fait ressortir la différence entre les hommes et les femmes, relativement au comportement du marché du travail. Dans les zones urbaines, les femmes se concentrent dans les services personnels (aides domestiques: jardinières, bonnes, cuisinières, baby-sitters, etc.), dans le commerce, la vente et les activités de ce genre, et les hommes sont répartis sur un éventail plus large d'options d'emploi. Cela confirme l'existence d'une ségrégation professionnelle au Paraguay.



L'inégalité de revenu en faveur des hommes est plus évidente dans les zones urbaines, où les femmes gagnent environ 74% de ce que gagnent les hommes. L'écart entre les revenus varie en fonction du type d'activité. Dans les services personnels et communautaires qui concentrent 43% des travailleuses, les femmes gagnent en moyenne 61% du revenu des hommes.

### Inégalité de genre

Pour ce qui concerne l'accès au pouvoir, de sérieuses discriminations existent. Les femmes ne détiennent que 15,8% des postes gouvernementaux. Elles n'occupent que 8% des sièges au Parlement, 12% des postes de direction dans les partis politiques et 9,7% dans les organisations sociales.

Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne la présence des femmes dans l'effectif scolaire, mais le taux d'analphabétisme des personnes âgées de 10 ans et plus continue d'être plus élevé pour les femmes (10,7%) que pour les hommes (7%). Le nombre moyen d'années d'études pour les personnes de 25 ans et plus est presque égal à 6 et 6,5 ans, respectivement.<sup>6</sup>

### Dépenses publiques, dépenses sociales et déficit fiscal

Dans la période allant de janvier à novembre 2001, le gouvernement a recouvré des impôts d'un montant de 554 millions de dollars US. Au cours de cette même période, il a alloué un total de 655 millions de dollars US aux paiements des fonctionnaires en activité ou à la retraite. Les taxes couvraient 84% de ces paiements, le reste étant payé par des fonds provenant du commerce et des redevances versées par les compagnies d'électricité binationales ( Itaipú et Yacyretá).

En 2001, les dépenses au titre de la défense s'élevaient à 262 493 millions de PYG (environ 57 millions de dollars US) dont 83,1% étaient affectés aux Services du Personnel (salaires, indemnités, primes, etc.). Le budget des forces armées a enregistré une hausse de plus de 400% entre 1989 et 2001.<sup>7</sup>

La part du secteur public non financier consolidé dans l'économie, en 1989, était de 20%. Cette part s'est accrue à environ 30% en 1997, signe de l'augmentation accélérée de la participation du secteur public à l'économie durant la dernière décennie.

En 1999, les coûts de fonctionnement de l'administration, comprenant les traitements, salaires, rémunérations et indemnités journalières ont augmenté de 15% en termes réels, alors que le PIB n'augmentait que de 1%. Le système public de pension s'est effondré, faute de financement. En 1998, le déficit était de l'ordre de 100 millions de dollars US et en 1999, de 381 milliards de PYG (110 millions de dollars US).

Les redevances versées par le projet d'hydroélectricité de Itaipú ont dû être affectées aux frais de fonctionnement fixes de l'administration (tels que les salaires et pensions), au détriment de l'investissement. L'investissement public pâtit toujours de l'insuffisance de fonds. Soixante trois pour cent de l'investissement public est financé par l'épargne extérieure, 19% par l'épargne des sociétés, 17% par l'épargne publique et 1% par l'épargne des ménages.

La capacité à générer l'épargne nationale en tant que source d'investissement national brut s'est détériorée depuis 1989. En 1999, l'épargne extérieure s'élevait à 16% du PIB, contre -2% du PIB pour l'épargne nationale pour la même année.

Cela indique qu'au cours de cette période, les ménages paraguayens se sont endettés pour consommer. C'est là un problème sérieux, et il faudra un effort de taille pour inverser le processus.

Pour ce qui concerne le revenu, on note une tendance à la baisse. En 1998, le déficit était d'environ 500 milliards de PYG (178,6 millions de dollars US) et a été couvert par l'émission de bons du trésor et l'augmentation de la dette intérieure. En 1999, le déficit de l'administration centrale représentait 3,5% du PIB.

Le revenu courant est de 14,8% du PIB et la dette publique de 2,1% du PIB. Les dépenses courantes ont augmenté de 8% au cours des trois dernières années, par rapport au PIB et le revenu fiscal a chuté de 6%.

En 2002, les paiements des salaires des fonctionnaires et les paiements au titre du capital et du service de la dette extérieure s'élèveront à 95% du revenu de l'Etat pour cet exercice.

### Dette extérieure et dépenses publiques

La dette extérieure du Paraguay est inférieure à celle des autres pays d'Amérique latine et des autres pays en développement en général.

D'un montant de 32% du PIB en 1990, la dette extérieure a été ramenée à 28% en 1999. En 2000, le solde de la dette publique de 2 223 millions de dollars US s'est accru de 52,9 millions de dollars US. Les redevances versées par Itaipú et Yacyretá ont servi au paiement de 99% du service de la dette publique.<sup>8</sup>

### Pauvreté rurale et pauvreté chez les enfants

Il ressort des données provenant de l'Enquête permanente sur les ménages pour 1999<sup>9</sup> que 33,7% de la population (1,9 millions d'individus) vit avec un revenu en deçà du seuil de pauvreté. Sur ce nombre, 876 000 (46%) vivent dans la pauvreté extrême, c'est-à-dire que leur revenu ne suffit pas pour couvrir leurs besoins alimentaires de base.

La pauvreté est inégalement répartie entre les zones urbaines et rurales: six pauvres sur dix vivent en milieu rural. Elle affecte en particulier les enfants et les adolescents: 937 000 garçons et filles, 42% de la population totale âgée de 0 à 14 ans, vivent dans la pauvreté, soit une proportion plus élevée que la totalité de la population pauvre du pays (33,7%). En outre, 63,2% des enfants paraguayens âgés de 0 à 6 ans ont au moins un besoin de base non satisfait.

Enfin, concernant les aspects liés à l'efficacité et à l'équité des dépenses sociales, malgré des efforts pour affecter davantage de ressources, aucun de ces aspects ne s'est amélioré pour ce qui concerne les services sociaux de base. ■

A nous de décider, Campagne en faveur de l'expression citoyenne  
[Decidamos, Campaña por la Expresión ciudadana]  
<decidamos@sce.cnc.una.py>

6 Secrétariat de la planification technique. Diagnóstico Sociodemográfico del Paraguay. Asunción, 2000.

7 Journal ABC Color. Asunción, 30 mai 2001. p. 14.

8 Noticias El Diario, Asunción, 17 septembre 2001. p. 23.

9 DGECC, Encuesta Permanente de Hogares 1999. Fernando de la Mora. 2000